

Tous avec la Palestine!

Un mouvement grandissant réclame un cessez-le-feu immédiat!



6 novembre 2023

Au 13 novembre, le nombre de personnes tuées à Gaza depuis le début de la campagne génocidaire du régime sioniste, le 7 octobre, s'élevait à 11 078 personnes, dont 4 506 enfants et 3 027 femmes. Un enfant est tué en moyenne toutes les 10 minutes dans la bande de Gaza, selon ce qu'a dit Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au journal *The Guardian*. La situation est très grave et ne cesse d'empirer.

Dans un communiqué conjoint le dimanche 12 novembre, les directeurs régionaux de l'Agence des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et de l'OMS ont lancé un appel à une action internationale urgente pour mettre fin aux attaques israéliennes en cours contre les hôpitaux de la bande de Gaza assiégée. Ils se sont déclarés consternés par les attaques du régime visant les bâtiments principaux ou la périphérie des hôpitaux

situés dans la ville de Gaza, notamment l'hôpital pédiatrique al-Rantisi, les hôpitaux al-Shifa et al-Quds, ainsi que d'autres hôpitaux situés dans le nord du territoire sous blocus. « Au cours des 36 derniers jours, l'OMS a enregistré au moins 137 attaques israéliennes contre des établissements de santé à Gaza. Ces frappes ont déjà fait 521 morts et 686 blessés. En outre, 16 membres du personnel de santé et du personnel médical ont perdu la vie lors des frappes israéliennes, 38 autres personnes ont été blessées », ont indiqué les responsables de l'ONU dans leur communiqué. « Le monde ne peut pas rester silencieux face aux scènes de mort, de destruction et de désespoir dans les hôpitaux à Gaza, censés être un refuge sûr pour les civils. Une action internationale décisive est nécessaire maintenant pour garantir un cessez-le-feu immédiat pour des raisons humanitaires, empêcher de nouvelles pertes de vies humaines et préserver ce qui reste du système de santé à Gaza », ont-ils lancé. « Un accès sans entrave, sûr et durable est désormais nécessaire pour fournir du carburant, des fournitures médicales et de l'eau pour ces services vitaux. La violence doit cesser maintenant. »

Notons également qu'avec son siège de la bande de Gaza, qui a débuté le 9 octobre, Israël a également interrompu l'acheminement de fournitures de base, telles que l'eau, l'électricité, les médicaments et le carburant, dans l'un des territoires les plus densément peuplés du monde, qui abrite plus de deux millions de Palestiniens. Selon le ministère de la Santé de Gaza, 21 des 35 hôpitaux disposant de services d'hospitalisation ont cessé de fonctionner, soit en raison des dommages causés par les bombardements et les frappes aériennes israéliennes, soit en raison du manque de carburant.

Le Croissant-Rouge palestinien signale que l'hôpital al-Quds a été la cible de tirs intenses. Les véhicules militaires israéliens continuent d'encercler le bâtiment, piégeant les patients et les blessés, qui n'ont ni nourriture, ni eau, ni électricité. L'hôpital al-Quds est hors service en raison de coupures de courant et de pénuries de carburant, a déclaré le Croissant-Rouge palestinien, ajoutant qu'il n'est pas en mesure d'évacuer les 300 patients et employés médicaux qui y demeurent en raison des bombardements et des tirs israéliens.

Israël tente de légitimer ses crimes de guerre en disant que des militants se seraient fondus parmi les civils qui tentaient de s'échapper de l'hôpital et auraient tiré une grenade propulsée par fusée et un missile antichar depuis l'entrée de l'hôpital. Même si c'était le cas, ce que ne corrobore aucune agence des Nations unies ou autre agence telle que la Croix-Rouge ou le Croissant-Rouge, les attaques israéliennes contre les hôpitaux constituent toujours un crime de guerre. Le plus grand hôpital de Gaza, al-Shifa, « ne fonctionne plus comme un hôpital », a déclaré le directeur général de l'OMS, car les Israéliens ont coupé l'alimentation en électricité, en eau et en médicaments de l'hôpital au cours des bombardements dans la zone. L'hôpital est encerclé par les troupes israéliennes et au moins 32 personnes – dont trois enfants de l'unité de soins intensifs – sont mortes au cours des trois derniers jours, a déclaré un responsable des services de santé de Gaza.

Le Hamas a demandé au secrétaire général des Nations unies de former un comité international pour visiter les hôpitaux de Gaza et vérifier le faux récit israélien sur leur utilisation pour des activités de résistance. Israël prétend que le Hamas a construit des tunnels sous les bâtiments et utilise cette affirmation pour justifier ses attaques contre les hôpitaux et les écoles, les dernières en date étant les hôpitaux Qatari et Indonésien dans le nord de la bande de Gaza. « Ce n'est qu'un mensonge pour couvrir les crimes israéliens commis contre les blessés et les civils », déclare le Hamas. Il a également confirmé que les allégations d'Israël concernant l'entrée d'un tunnel sous l'hôpital Indonésien est en fait un entrepôt de carburant pour l'hôpital, tandis que le tunnel présumé sous l'hôpital Hamad n'est qu'une salle pour les pompes et les générateurs d'électricité. Israël a pris pour cible plus de 100 hôpitaux et centres médicaux et mis hors service environ 16 hôpitaux. Les allégations du porte-parole de l'armée israélienne sont intéressées et inadmissibles dans tous les cas.

Le 8 novembre, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a indiqué que 1,5 million de Palestiniens étaient déplacés à l'intérieur du pays : 710 275 personnes

sont hébergées dans 149 installations gérées par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ; 122 000 se trouvent dans des hôpitaux, des églises et des bâtiments publics ; 109 755 dans 89 écoles ne relevant pas de l'UNRWA ; et le reste réside dans des familles d'accueil. Israël a depuis intensifié la destruction des hôpitaux et des installations de l'UNRWA. Nombre de ces installations ont été bombardées et ont été la cible de tirs d'élite.

La violence des colons de Cisjordanie augmente de façon exponentielle, accompagnée par les actions des Forces de défense israéliennes (FDI). Au moins 111 ménages palestiniens comprenant 905 personnes, dont 356 enfants, ont été déplacés en Cisjordanie occupée à cause de la violence des colons israéliens et des restrictions d'accès, indique l'ONU. L'OCHA ajoute que « 120 autres Palestiniens, dont 55 enfants, ont été déplacés depuis le 7 octobre à la suite de démolitions dans la zone C et à Jérusalem-Est, en raison de l'absence de permis, et 23 autres, dont 13 enfants, à la suite de démolitions punitives ».

Le ministre israélien du Patrimoine, Amichai Eliyahu, a déclaré qu'une solution serait « de lancer une bombe nucléaire sur la bande de Gaza ». Le Hamas a répondu dans un communiqué que la communauté internationale, l'ONU et les tribunaux internationaux compétents « sont invités à prendre au sérieux la déclaration de ce criminel nazi terroriste » et les déclarations d'autres dirigeants israéliens, et à prendre des mesures urgentes pour empêcher cette entité de commettre un génocide dans la bande de Gaza. Le Hamas a demandé que « les dirigeants de cette entité soient tenus responsables de leurs crimes odieux ». Il a prévenu que le silence et l'inaction de la communauté internationale encourageraient « ces tueurs terroristes à poursuivre le massacre du siècle et la guerre génocidaire contre notre peuple ». Cela risquerait de provoquer « une explosion incontrôlable dans toute la région et dans le monde entier », a déclaré le Hamas.

La seule chose que les États-Unis ont réussi à faire pour sauver des vies est que « ces derniers jours, grâce à des négociations intensives avec toutes les parties concernées par ce conflit, nous avons pu faire sortir plus de 300 Américains, résidents permanents légaux, et les membres de leurs familles », a déclaré Jonathan Finer, conseiller adjoint à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, à *CBS News*. Les États-Unis pensent qu'il reste encore « un certain nombre » de citoyens et de résidents américains dans le territoire palestinien assiégé, a-t-il ajouté. L'évacuation des citoyens américains a été jugée prioritaire, même par rapport aux citoyens égyptiens. Le pouvoir de négociation du Canada est manifestement bien moindre et les Canadiens ont dû attendre plusieurs jours de plus.

Les appels au cessez-le-feu et la dénonciation de l'implication des États-Unis dans les massacres israéliens, ainsi que du soutien à l'action d'Israël par les gouvernements de pays tels que la Grande-Bretagne et le Canada, ne cessent de croître. Il est important de noter que des centaines de fonctionnaires de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) ont appuyé une lettre datée du 3 novembre demandant au président Joe Biden de faire pression en faveur d'un cessez-le-feu. Selon le *Washington Post*, qui a obtenu une copie de la lettre, les employés de l'USAID se sont déclarés « alarmés et découragés par les nombreuses violations du droit international, des lois qui visent à protéger les civils, le personnel médical et les médias, ainsi que les écoles, les hôpitaux et les lieux de culte ». La lettre aurait été approuvée par plus de 630 employés de l'agence, qui est censée être indépendante du gouvernement américain et responsable de l'administration de l'aide civile à l'étranger et de l'aide au développement des pays en développement.

Résistance à Gaza

Une analyse des images satellites récentes par *Al-Jazeera*, et rapportée par *Palestine Chronicle*, apporte des données sur l'opération terrestre d'Israël dans la bande de Gaza. Les images montrent le nombre exact de véhicules de l'armée d'occupation israélienne dans la bande de Gaza, leur

emplacement et leurs lignes de progression. Elles montrent notamment que le 8 novembre, le nombre total de véhicules militaires s'élevait à 295, soit une diminution de 88 véhicules par rapport au 3 novembre, lorsque le nombre de véhicules militaires atteignait 383. Les images semblent corroborer les déclarations récentes des forces de la résistance selon lesquelles, au cours de la semaine écoulée, 136 véhicules militaires israéliens ont été complètement détruits ou rendus inutilisables. Les images montrent également que les forces armées israéliennes positionnent les véhicules de manière à endommager au maximum les infrastructures civiles. Par exemple, les véhicules blindés de l'armée israélienne se trouvaient dans sept écoles, à savoir Ibn Sina, les écoles pour garçons Khaled Al-Alami, Sami Al-Alami, Al-Awda, Sarafand, Al-Zahawi et Ashdod. L'armée israélienne a positionné en moyenne 10 à 15 véhicules dans chaque école.



*Rooted in Our Land (Enracinés dans notre terre),
Said Hassan*

Le porte-parole militaire des Brigades al-Qassam, Abu Obeida, a déclaré le samedi 11 novembre que « les chars israéliens font face à une résistance féroce et à des affrontements intenses, ce qui les oblige à battre en retraite et à modifier le cours de leur incursion ». Se référant à l'incapacité des forces israéliennes à tenir une position permanente à l'intérieur de la ville de Gaza, le porte-parole a ajouté que plus de 25 véhicules militaires ont été entièrement ou partiellement détruits lors d'attaques de la Résistance au cours des seules 48 dernières heures. Cette déclaration est corroborée par des vidéos montrant que des chars israéliens ont été pris pour cible par des défenses anti-artillerie de fabrication artisanale.

Le porte-parole a ajouté : « La machine de guerre [israélienne] soutenue par les Américains détruit tout ce qui se trouve devant elle avant d'avancer, mais elle fait face à une résistance qui détruit ses véhicules blindés et les positions fortifiées et les zones de rassemblement de ses soldats. »

Le communiqué de presse se poursuit : « Les bombardements d'hôpitaux, d'écoles et d'installations civiles sont le fait de l'occupant qui veut s'imposer dans une mer de sang innocent. Les massacres perpétrés par l'ennemi à Gaza sont la seule réussite de la guerre. Nous annonçons que nous avons documenté la destruction complète ou partielle de plus de 160 véhicules militaires sionistes depuis le début de l'agression terrestre, dont plus de 25 au cours des dernières 48 heures. »

Ministre israélien de la Sécurité nationale : partisan du génocide et terroriste reconnu

Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a réitéré, au nom du gouvernement israélien, des déclarations qui s'apparentent à un véritable plaidoyer en faveur du génocide. Il a déclaré que toute personne soutenant le Hamas devait être « éliminée », rapporte l'agence Anadolu. Dans un tweet sur la plateforme X, il écrit : « Pour être clair, quand on dit que le Hamas doit être éliminé, cela signifie aussi ceux qui chantent, ceux qui soutiennent et ceux qui distribuent des bonbons. Tous ces gens sont des terroristes et ils doivent être éliminés. »

Alors qu'Israël accuse la résistance palestinienne d'être « terroriste », le ministre israélien de la Sécurité nationale est lui-même un terroriste condamné en tant qu'ancien membre du mouvement

raciste Kahane, qu'Israël a interdit en 1998 pour actes terroristes et que les États-Unis ont également désigné comme une organisation terroriste. Il a également été exempté du service militaire en raison de la nature particulièrement extrémiste de ses convictions. Quelque 53 actes d'accusation ont été préparés contre le ministre israélien, notamment pour « haine, discours provocateur et racisme ». En 2007, il a été condamné pour « racisme et soutien à une organisation terroriste ». Malgré tout, Itamar Ben Gvir a été nommé par le premier ministre Benjamin Netanyahu au ministère de la Sécurité nationale, responsable de l'application de la loi dans le pays.

Implication des États-Unis dans les crimes de guerre à Gaza

De plus en plus de preuves directes de l'implication de l'armée américaine dans la commission de crimes de guerre à Gaza font surface. De nombreuses sources ont conclu que des missiles Hellfire AGM-114R9X de fabrication américaine ont été utilisés pour frapper le principal hôpital de Gaza, al-Shifa, où un certain nombre de patients palestiniens ont été tués et blessés. Une source militaire américaine a déclaré à Press TV le 12 novembre que des missiles Hellfire américains avaient été utilisés lors de l'attaque dans la soirée du 10 novembre. D'autres sources en ligne indiquent également qu'il était très probable que des missiles Hellfire américains aient été utilisés pour frapper l'hôpital. S'exprimant sous le couvert de l'anonymat, un analyste militaire américain a dit que, compte tenu de la trajectoire et de la portée de huit kilomètres nécessaires pour utiliser efficacement le ciblage laser, il est très probable que la plate-forme de lancement de l'attaque de missiles contre l'hôpital ne pouvait être qu'un drone américain. Cela « indique probablement l'implication de moyens américains », a conclu l'analyste. Par ailleurs, le Commandement européen des États-Unis a annoncé qu'un avion militaire américain s'était écrasé en Méditerranée orientale le 10 novembre, attribuant l'accident à « un simple problème d'entraînement ».

La divulgation d'un enregistrement audio hautement confidentiel de David Petraeus, ancien général américain, ancien directeur de la CIA et actuel membre du conseil d'administration du Conseil atlantique de l'OTAN, ainsi que de nombreuses autres organisations de sécurité américaines, témoigne de l'implication directe des États-Unis dans les opérations terrestres israéliennes et l'orchestration d'un récit visant à blanchir les crimes israéliens. Le texte intégral du fichier audio confidentiel est publié dans un article de l'agence de presse MEHR, intitulé « General Petraeus meeting with Zionists audio file disclosed » (un fichier audio de la réunion du général Petraeus avec des sionistes est divulgué). Tout d'abord, Petraeus déclare : « Je pense que le Hamas doit être détruit. La destruction signifie, en termes militaires, que vous rendez un ennemi incapable d'accomplir sa mission sans reconstitution. Gardez à l'esprit l'aspect reconstitution, car il s'agit d'une tâche énorme pour, le jour suivant, l'administration finale de Gaza. Je pense que la vision annoncée par le premier ministre, en collaboration avec le chef d'état-major de Tsahal et d'autres, doit être claire : ils ont l'intention de détruire le Hamas et le Djihad islamique, puis d'expliquer comment cela doit être fait, car il n'y a pas d'autre solution. » Ensuite, il conseille de mettre l'accent sur le souci des Israéliens de protéger les civils. Il déclare : « Il faut montrer très clairement, pendant les batailles, que les soldats israéliens se donnent beaucoup de mal pour protéger les civils, tout en notant qu'il y a bien sûr cet ennemi sans uniforme qui se cache parmi les civils comme otages, qu'il y aura des kamikazes, des engins explosifs improvisés, tout cela. »

Il s'inspire ensuite des erreurs commises par les États-Unis à la suite de leur bombardement de l'Irak et conseille au gouvernement israélien de brosse un tableau idyllique de ce que pourrait être la vie des Palestiniens une fois qu'Israël aura massacré tous ceux qu'il qualifie de membres du Hamas ou de terroristes. « Il faut démontrer l'intention de commencer à réparer les dégâts et les destructions, ce qui nous amène à un autre élément de la vision, à savoir ce que peut être la vie des Palestiniens de Gaza et, je le répète, des habitants de la Cisjordanie. Je ne m'attends pas à ce que les Palestiniens vous aident contre eux, mais au moins à ce qu'ils ne les soutiennent pas activement et à ce qu'ils se tiennent à l'écart, et alors peut-être que la vie ne sera pas seulement, peut-être que la vie

sera meilleure après le Hamas. C'est le Hamas qui vous a infligé cela [...]. Mais je pense qu'il doit y avoir ce genre de vision et, une fois de plus, il est très clair que les gens se demandent quel est l'avenir des Palestiniens de Gaza. »

Il est intéressant de noter qu'alors qu'Anthony Blinken et Joe Biden feignent l'incrédulité et disent publiquement qu'ils demandent des éclaircissements à Israël sur les déclarations de Netanyahu à propos de l'intention d'occuper Gaza jusqu'à ce que le Hamas soit complètement éliminé, c'est précisément ce que Petraeus a conseillé aux Israéliens de dire : « Je pense qu'il faut reconnaître qu'Israël va diriger Gaza pendant un certain temps et que personne ne veut la réoccuper. Je suis conscient des défis que cela représente, mais je ne vois pas d'organisation confiante et capable d'entrer dans la région », a dit l'ancien général américain. « Gardez cela à l'esprit, car il est certain que si vous vous apprêtez à détruire non seulement l'armée du Hamas et l'armée du Jihad islamique palestinien, c'est pour détruire ou démanteler l'aile politique palestinienne, qui fait partie de l'objectif selon ce qui a été annoncé. Alors qui va administrer, et gardez à l'esprit que l'administration ne consiste pas seulement à distribuer de l'aide humanitaire, à rétablir les services de base, à commencer la reconstruction, à ouvrir des écoles, des marchés, des cliniques, à ouvrir tout cela ? », a-t-il demandé. « Il va falloir déployer des efforts en matière de renseignement pour s'assurer que le Djihad islamique et le Hamas ne puissent pas se reconstituer à partir des vestiges qui seront laissés [inévitablement] et ils vont certainement essayer de le faire. Je pense donc que tous ces éléments de la vision doivent être énoncés et, franchement, cela va obliger les dirigeants à reconnaître certaines dures réalités. »

L'ancien général Petraeus conclut en disant que les messages doivent être clairs afin de ne pas créer l'espoir que le carnage ou l'occupation se terminent rapidement. « Une fois encore, je pense que ces visions sont cruciales, mais il ne faut pas que ce soit l'idée qu'ils ont véhiculée jusqu'à présent, à savoir que nous trouverons la solution une fois sur place. L'accent est mis sur les opérations de combat, et pour quelqu'un qui est sur place et qui a été sur le terrain, cela ne suffit pas. »

Frappes américaines en Syrie

Le 13 novembre, les forces militaires américaines ont mené des frappes de précision sur des installations dans l'est de la Syrie. Les frappes auraient été menées contre un centre d'entraînement et une planque près des villes d'Abu Kamal et de Mayadin, respectivement.

Après le refus catégorique de l'Égypte et de la Jordanie d'accueillir des Palestiniens expulsés de force de Gaza, indique *Al-Jadeed*, un site basé à Londres, de nouveaux complots se préparent pour déplacer les habitants de Gaza vers d'autres pays. Citant des sources diplomatiques égyptiennes et occidentales, *Al-Jadeed* écrit : « La nouvelle proposition est basée sur l'octroi de larges facilités aux résidents de la bande de Gaza par le biais de permis de séjour et d'opportunités d'emploi aux États-Unis d'Amérique, dans un certain nombre de pays européens et dans certains pays arabes, la priorité étant donnée aux résidents du nord de Gaza. »

Les syndicats indiens solidaires des travailleurs palestiniens

Les principaux syndicats de l'Inde ont demandé au gouvernement Modi d'annuler un accord avec Israël qui permettra à des dizaines de milliers de travailleurs indiens de remplacer les ouvriers du bâtiment palestiniens dont le permis de travail a été révoqué depuis le début de l'actuel assaut génocidaire israélien contre les Palestiniens de Gaza. La déclaration, publiée au nom du Centre of Indian Trade Unions (CITU), du All India Trade Union Congress (AITUC), du Indian National Trade Union Congress (INTUC), du Hind Mazdoor Sabha (HMS), affilié au Parti Bharatiya Janata, et de plusieurs autres organisations syndicales indiennes, appelle les mouvements syndicaux indiens à être solidaires des travailleurs palestiniens en refusant de les remplacer. Rien ne pourrait

être plus immoral et désastreux pour l'Inde que cette « exportation de travailleurs vers Israël », affirme le regroupement dans une lettre ouverte publiée le 9 novembre. Le fait que l'Inde envisage d'« exporter » des travailleurs montre à quel point elle a déshumanisé et transformé en marchandises les travailleurs indiens. « Une telle mesure équivaldrait à une complicité de l'Inde avec la guerre génocidaire qu'Israël mène actuellement contre les Palestiniens et aurait naturellement des conséquences négatives pour les travailleurs indiens dans l'ensemble de la région. »

Soutien sud-africain à la Palestine et opposition à l'apartheid israélien

Lors d'une manifestation à Cape Town le samedi 11 novembre, à laquelle plus de 10 000 personnes ont participé, le secrétaire-général du Congrès national africain (ANC) Fikile Mbalula a appelé le président Cyril Ramaphosa à fermer l'ambassade israélienne. Il a exhorté Ramaphosa à « agir plus rapidement ». « L'ambassade d'Israël doit être fermée. Elle doit être fermée immédiatement! » Mbabula a dit : « Nous en avons ras-le-bol de l'État apartheid d'Israël, et notre lassitude doit se traduire par des actions. Au nom de l'ANC, je vous dis ici aujourd'hui, de Nelson Mandela à Ramaphosa, nous sommes solidaires avec le peuple palestinien » a-t-il ajouté.

En outre, en Afrique du Sud, la police a dispersé des manifestants à coup de canons à eau et de grenades assourdissantes alors qu'ils refusaient de permettre aux forces pro-israéliennes de se rassembler à Cape Town le 12 novembre. Les manifestants ont dit qu'un pays comme l'Afrique du Sud, qui avait vécu le régime apartheid, ne devrait pas permettre que des forces qui promeuvent le régime apartheid d'Israël puisse s'organiser. Un événement pro-israélien devait avoir lieu sur la promenade de Sea Point, un espace public populaire à Cape Town pour les pique-niques familiaux. En dépit d'une forte présence policière pour rendre possible le rassemblement en appui à Israël, l'évènement a été annulé avant qu'il ne commence alors que les alliés des Palestiniens se sont rassemblés sur la promenade, disant clairement que la promotion de l'apartheid israélien n'était pas la bienvenue.

Les Philippins du monde entier se joignent aux actions de solidarité avec la Palestine

Le Front national démocratique des Philippines rapporte : « Alors que les États-Unis et Israël sioniste poursuivent leurs crimes de guerre génocidaires contre le peuple palestinien à Gaza, les Philippins participent à diverses manifestations de solidarité et à des actions dans tous les coins du monde en appui au peuple palestinien. Des centaines de manifestants de groupes philippins progressistes portant des drapeaux palestiniens et des bannières où on peut lire : « *Arrêtez le génocide!* » et « *Mettez fin à l'occupation israélienne de la Palestine maintenant!* » se sont rassemblés devant l'ambassade israélienne à Manille le 31 octobre dernier. En outre, des milliers de musulmans philippins se sont rassemblés au stade Luneta à Manille le 26 octobre pour manifester leur appui au peuple palestinien. Des centaines de Philippins aux États-Unis ont participé à la marche nationale sur Washington, DC, pour une Palestine libre le 4 novembre dernier. Près de 300 000 personnes ont participé à cette marche appelant à la liberté pour la Palestine, à mettre fin au génocide à Gaza et à mettre fin à l'appui des États-Unis à Israël. »

Sommet extraordinaire conjoint arabo-islamique en Arabie saoudite

Un sommet extraordinaire conjoint arabo-islamique s'est tenu à Riyad, en Arabie saoudite, le 11 novembre, pour discuter de l'agression israélienne contre le peuple palestinien. Les participants au sommet extraordinaire conjoint de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de la coopération islamique à Riyad ont convenu qu'il était nécessaire d'arrêter les opérations militaires d'Israël dès

que possible, d'organiser l'acheminement de l'aide à la population pacifique et de créer des mécanismes de sécurité fonctionnels, rapportent les agences de presse. « Les dirigeants arabes et musulmans ont tenu l'Occident responsable de la catastrophe humanitaire dans la bande de Gaza en raison de leur soutien aveugle aux actions de Tel-Aviv », écrit une agence de presse.

Le président de Turquie Recep Tayyip Erdogan a dit que son pays était prêt à participer à la mise en place et au fonctionnement d'un mécanisme de garantie de sécurité pour les Palestiniens, y compris un système de pays garants « pour assurer la sécurité non seulement des Palestiniens, mais aussi des Israéliens et de toute la région ».

Le prince héritier du Koweït Sallem Abdallah al-Sabah a dit que le Conseil de sécurité des Nations unies, en particulier, devrait « assumer sa responsabilité directe et mettre immédiatement fin à l'effusion de sang dans la bande de Gaza ».

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a déclaré que son pays insistait sur la mise sur pied d'un mécanisme concret pour parvenir à un règlement juste du conflit israélo-palestinien fondé sur l'idée de deux États indépendants. « C'est également au tour de la communauté internationale de déployer un maximum d'efforts pour établir un État palestinien indépendant », a-t-il dit.

Le Qatar a demandé à l'ONU d'envoyer une équipe d'enquête internationale à Gaza afin de déterminer l'étendue de la responsabilité israélienne dans les attaques contre des cibles civiles, y compris des centres de santé.

Le représentant de la Syrie a déclaré que « des mesures efficaces, et non une rhétorique verbale, sont nécessaires en ce moment » pour mettre fin à la guerre. « Les pays arabes doivent limiter leurs contacts avec Israël afin d'arrêter les combats à Gaza. »

Le roi Abdallah de Jordanie a rejeté tout projet d'occupation de Gaza par Israël ou de création de zones de sécurité à l'intérieur de l'enclave, ont rapporté les médias d'État. Dans les commentaires qu'il a faits au palais royal, le roi aurait signifié à de hauts responsables politiques qu'il ne pouvait y avoir « aucune solution militaire ou de sécurité » à la guerre, ajoutant que Gaza ne devrait pas être séparée par Israël des autres territoires palestiniens. Le président jordanien de la Chambre des représentants, Ahmed al-Safadi, a également demandé à la commission juridique d'établir un cadre pour le dépôt d'une plainte auprès de la Cour pénale internationale afin que les personnes coupables de crimes de guerre et de génocide à Gaza répondent de leurs actes.

L'Iran a appelé à utiliser « tous les moyens » pour forcer les États-Unis et Israël à cesser les combats à Gaza, proposant notamment que les pays islamiques arment les Palestiniens pour combattre Israël si les combats dans l'enclave ne cessent pas. Le président iranien Ebrahim Raïssi a également réaffirmé la position de son pays qui rejette la solution dite des deux États, à savoir un État palestinien indépendant aux côtés d'Israël, et a appelé à la place à une solution démocratique pour un État unique basé sur les urnes et comprenant les Palestiniens de toutes les confessions. Il a terminé son discours en proposant une série de solutions pour résoudre la crise à Gaza. Les solutions proposées sont les suivantes :

1. Mettre fin au massacre de la population de Gaza et aux attaques aveugles contre les civils.
2. Levée complète du blocus humanitaire de Gaza et réouverture immédiate et inconditionnelle du poste frontière de Rafah avec la coopération de l'Égypte.
3. Retrait immédiat de l'armée du régime sioniste de Gaza.
4. Rupture de tout lien politique et économique avec le régime sioniste.
5. Reconnaissance de l'armée d'Israël comme une organisation terroriste.

6. Création d'un tribunal international pour poursuivre et punir les dirigeants criminels d'Israël et des États-Unis.
7. Financement de la reconstruction de Gaza.
8. Envoi d'aide humanitaire à la population de Gaza par divers pays islamiques.
9. Dans les calendriers officiels des pays membres, désigner le jour du bombardement de l'hôpital arabe Al-Ahli comme le jour du génocide.
10. Armer la population de Gaza si les crimes incessants d'Israël et le soutien de Washington à la conduite du régime se poursuivent.

Tentatives infructueuses de confondre l'antisionisme et l'antisémitisme

Le lobby sioniste aux États-Unis, en France, au Canada et dans d'autres pays est également actif. Anti-War.com écrit qu'aux États-Unis, l'Anti-Defamation League (ADL) a déclaré « anti-Israël » des groupes juifs tels que Jewish Voice for Peace et IfNotNow, ainsi que d'autres groupes qui se sont joints à la manifestation sans précédent du 4 novembre à Washington pour demander un cessez-le-feu. Selon *The Intercept*, l'Anti-Defamation League (ADL) les a ajoutés à sa base de données sur la montée de l'antisémitisme aux États-Unis. Après une manifestation juive devant le Capitole de Washington pour demander un cessez-le-feu, le PDG de l'ADL, Jonathan Greenblatt, a qualifié de « groupes haineux » les groupes qui avaient organisé la manifestation, dont Jewish Voice for Peace. Environ 500 Juifs, dont 25 rabbins, ont été arrêtés lors de cette manifestation.

Selon le *Times of Israel*, plus de 180 000 personnes ont manifesté le 12 novembre à Paris et dans d'autres villes françaises pour soutenir l'agression israélienne contre Gaza. Selon la police, quelque 100 000 personnes ont participé à la manifestation à Paris. Plus de 3 000 policiers et gendarmes ont été déployés pour maintenir la sécurité. Le président français Emmanuel Macron a publiquement soutenu l'appel au rassemblement pour soutenir Israël, tout comme Marine Le Pen qui a déclaré que la marche devrait également servir à combattre le « fondamentalisme islamique », un thème favori de son Rassemblement national connu depuis des décennies sous le nom de Front national, dirigé par son père, Jean-Marie Le Pen, un négationniste condamné pour avoir nié l'Holocauste. La première ministre de France, Élisabeth Borne, a déclaré le 12 novembre que « les postures n'ont pas leur place dans ce moment grave » « car ce combat est vital pour notre cohésion nationale ».

Au Canada, un groupe peu recommandable composé de la Fédération de l'Alliance juive unie (UJAF), du Congrès des Canadiens ukrainiens (CCU) et de forces anti-iraniennes a organisé un rassemblement pro-israélien dans le parc Christie Pits de Toronto. L'UJAF a présenté l'événement comme un rassemblement « pour les droits de l'homme, pour la liberté des otages et pour mettre fin à la haine à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui ». Sara Lefton, de la UJAF, a dit : « Nous ne pouvons pas – nous ne pouvons pas – appeler à un cessez-le-feu sans appeler au retour des otages et à la reddition du Hamas. Nous devons absolument mettre fin aux meurtres de civils israéliens et palestiniens, mais nous ne pouvons le faire que si le Hamas disparaît. ». Alexandria Chyczu, présidente du CCU, tristement célèbre pour son soutien aux collaborateurs nazis, a déclaré : « Nous comprenons que si la Russie ou le Hamas réussit, les jours seront terribles pour nous tous. » Le CCU a publié une déclaration à la suite du rassemblement, indiquant qu'il avait « rejoint nos amis de la communauté juive du Canada pour exprimer notre solidarité avec le peuple d'Israël et condamner sans équivoque la violence odieuse perpétrée par l'organisation terroriste du Hamas contre Israël. La terreur et le terrorisme doivent être vaincus. »

CityNews Toronto a titré « Les manifestants marchent à travers le Canada », mais ne fournit aucun détail, si ce n'est que le rassemblement pro-israélien s'est tenu dans le parc Christie Pits de Toronto.

De même, le *Canadian Jewish News* a annoncé que les rassemblements pro-israéliens se multipliaient dans tout le pays, mais à part les installations artistiques organisées par l'UJAF et l'appel lancé aux « Canadiens juifs pour qu'ils se mobilisent, que ce soit pour la manifestation de Toronto ou dans tout le pays », les seules actions pro-israéliennes citées semblaient se limiter à des véhicules arborant des drapeaux israéliens dans le centre-ville de Toronto, à des « présentations visuelles accrocheuses dans tout Toronto » et à un « petit groupe de partisans pro-israéliens qui apportent des drapeaux israéliens et de la musique à l'angle de la rue Bathurst et de l'avenue Sheppard, le dimanche matin ».

Le fait est que les juifs eux-mêmes, au Canada, aux États-Unis et dans le monde entier, sont aux premiers rangs de ceux qui condamnent l'agression sauvage de l'apartheid israélien contre le peuple palestinien, le meurtre d'hommes, de femmes et d'enfants par des bombardements aveugles jour et nuit, les décennies d'occupation israélienne, les colonies illégales et la violence des colonies à l'encontre du peuple palestinien. Ils s'expriment et s'organisent bruyamment en leur nom propre et exigent un cessez-le-feu immédiat !



Reportage photo des actions dans le monde du 6 au 12 novembre

CANADA

Au cours de la semaine du 6 au 12 novembre, la mobilisation s'est poursuivie dans tout le pays. Des milliers de Canadiens ont exigé que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour demander un cessez-le-feu immédiat et la fin du siège de Gaza et qu'il cesse de financer le génocide israélien à Gaza. En réponse à l'appel international « Shut it Down For Palestine », des actions ont eu lieu les 9 et 10 novembre à des usines de Winnipeg, Montréal, Ottawa, Toronto et Hamilton qui fabriquent des produits utilisés par l'armée israélienne. La semaine s'est terminée par une journée d'action pancanadienne le 12 novembre, organisée par Cessez-le-feu Maintenant, à laquelle 50 villes ont participé. En plus des grandes villes du pays, des actions ont eu lieu dans de plus petites communautés, de Yellowknife, au Yukon, à St. Anthony's, à Terre-Neuve, avec des dizaines de milliers de participants. Un certain nombre de syndicats ont appuyé ces manifestations, notamment le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), le Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP) et Unifor.

Saint John's



12 novembre 2023

Halifax

Plus de 1 000 Haligoniens sont sortis dans la rue le 12 novembre pour soutenir la Palestine, parler en leur nom propre et dénoncer le rôle des gouvernements provincial et fédéral dans le génocide des Palestiniens. La marche a commencé au parc Victoria à 17 h et a traversé le centre-ville jusqu'à l'hôtel de ville où le rassemblement a eu lieu sur la place Grand Parade sur laquelle se trouve également un campement de sans-abri.

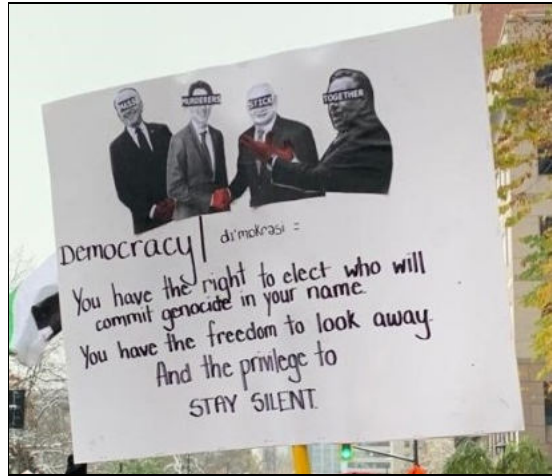




12 novembre 2023

Montréal





Manifestations des étudiants de l'Université du Québec à Montréal, de l'Université Concordia et de l'Université McGill pour soutenir le peuple palestinien, 9 novembre 2023



Sit-in devant le bureau de circonscription du premier ministre Trudeau, 9 novembre 2023



Piquet à l'usine de L3Harris à Montréal, 10 novembre 2023

Le jeudi 9 novembre, une veillée a eu lieu à la Place des Arts dans le Quartier des spectacles à Montréal, organisée par la Coalition des femmes pour la paix en Palestine. Les noms de centaines d'enfants tués sous les bombardements de l'armée israélienne étaient inscrits sur une grande banderole posée au sol et des bougies étaient disposées pour l'entourer. Plusieurs intervenants ont dénoncé ces infamies et le soutien honteux et inacceptable du gouvernement canadien au gouvernement israélien. Les participants ont dénoncé les massacres et toutes les violences qui en découlent, et ont exigé du gouvernement canadien, et en particulier de la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, un cessez-le-feu immédiat ainsi que la fin du blocus qui punit l'ensemble de la population palestinienne de la bande de Gaza.



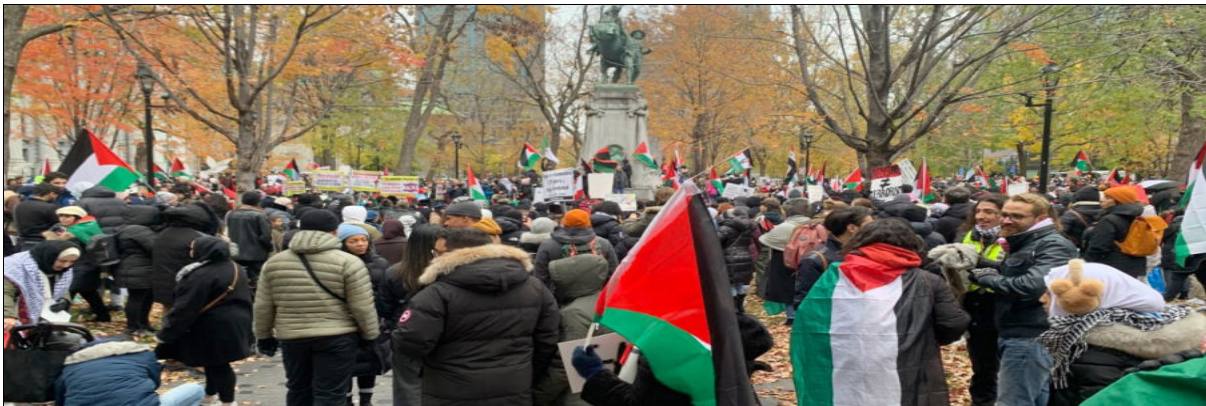
Vigile pour les enfants de Gaza, 9 novembre 2023

Dimanche 12 novembre à Montréal, près de 20 000 personnes ont repris la rue et marché pendant plus de trois heures en appui à la lutte du peuple palestinien et pour exiger que cesse le génocide. Du square Dorchester au consulat israélien, les milliers de manifestants ont clamé : « *Viva viva Palestine* », « *Trudeau, que dis-tu ? Combien d'enfants as-tu tué aujourd'hui ?* », « *Du Jourdain à la mer, la Palestine sera libre* », « *Israël assassine les enfants de Palestine* », « *Israël terroriste, Canada complice* » et tant d'autres.

Les prises de parole ont mis en lumière le fait que ce sont des milliers de Palestiniens qui sont pris en otage depuis des décennies, aujourd'hui privés d'eau, d'électricité, de nourriture. De nombreux orateurs ont réitéré la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat et ont déclaré que le Canada ne parle pas en notre nom. Ils ont exigé que le gouvernement Trudeau prenne une position de principe contre les crimes de guerre israéliens à Gaza et condamné sa position conciliatrice d'abstention lorsque l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution de « trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue » le 27 octobre.

Une jeune Palestinienne a défendu le droit à la vie des enfants de Palestine, tués par milliers par l'État sioniste. « *Libérez la Palestine* », a-t-elle scandé. Un représentant de la communauté juive hassidique de Montréal a dénoncé avec force les tentatives des médias monopolisés d'assimiler les juifs aux sionistes. Tous ceux qui tentent de faire un amalgame entre la dénonciation des crimes commis par Israël comme étant de l'antisémitisme ont un ordre du jour caché, a-t-il dit. Le judaïsme n'est pas le sionisme. Il a clairement indiqué que les juifs sont avec le peuple palestinien partout dans le monde et exigent la fin de l'occupation.

Des drapeaux palestiniens, libanais, algériens, iraniens, irlandais et plusieurs autres ont flotté tout au long de la marche. Les nombreuses pancartes pour exiger un cessez-le-feu et la fin du génocide, dénoncer le gouvernement Trudeau et sa complicité avec le régime d'apartheid israélien, et affirmer haut et fort : « *La Palestine vivra, la Palestine vaincra* » donnaient le ton. Le mouvement d'appui reste inébranlable. C'est ce mouvement qui défend les résolutions de l'ONU exigeant la fin à l'occupation. C'est ce mouvement qui trouvera le chemin pour que cela devienne réalité.







Ottawa





Piquetage devant l'usine Lockheed Martin à Ottawa le 10 novembre 2023

Le dimanche 12 novembre, près de 12 000 personnes se sont à nouveau rassemblées sur la colline du parlement pour ensuite marcher dans le centre-ville d'Ottawa. Il est tragique de penser que cela représente, ou presque, le nombre de Palestiniens tués à ce jour à Gaza sous les frappes criminelles d'Israël, condamné à l'échelle mondiale pour ses crimes de guerre génocidaires.

Les slogans d'ouverture avant les discours sur la Colline ont été lancés par un garçon de six ans, de sa propre initiative, ayant mémorisé toutes les revendications mises de l'avant par le peuple, y compris la condamnation du Canada pour sa complicité. Il est rapidement devenu un symbole non seulement de la détermination et du courage des Palestiniens, mais l'affirmation que l'avenir appartient aux jeunes lorsqu'ils embrassent les causes des peuples du monde pour le changement, la paix et la liberté. Sa présence à elle seule inspire confiance que la Palestine sera libre !



La première personne à parler était une jeune porte-parole de l'Association des Canadiens d'origine arabo-palestinienne. Elle a dit :

« Paix, justice et dignité. Ce sont là parmi les plus importants principes qui devaient être enchâssés par l'humanité, mais pas pour les Palestiniens. Depuis maintenant près de 75 ans, les Palestiniens ont subi une dépossession territoriale continue et certaines des pires injustices de notre histoire, puisque nous vivons dans ce que plusieurs organisations de droits humains appellent l'apartheid.

« Ce que nous voyons à Gaza est insoutenable. Les mots nous manquent pour décrire cette atrocité, cette Nakba, ce génocide, un génocide qui est aidé et encouragé par des médias révoltants tellement ils sont biaisés et injustes.

« La voie vers la liberté pour les Palestiniens peut sembler sombre, mais l'ardeur avec laquelle le monde entier se mobilise pour défendre les droits humains des Palestiniens nous donne espoir.

« À ce jour, plus de 11 000 Palestiniens ont été tués, dont près de la moitié sont des enfants. Des bébés sur respirateurs artificiels meurent à petit feu, parce qu'Israël refuse l'accès au combustible, à l'eau et à l'électricité. Ce sont des nécessités humaines que tous les enfants partout dans le monde ont le droit d'avoir. Comment, en 2023, un gouvernement peut-il ainsi en priver des millions d'entre eux ? Le châtimeur collectif est un crime de guerre, et tuer des enfants et des civils est un crime de guerre. Assez, c'est assez !

« À notre gouvernement, vos concitoyens sont ici une fois de plus pour exiger que le Canada se conforme aux normes humanitaires internationales et à l'humanité. Nous exigeons qu'il défende la justice et qu'il exige un cessez-le-feu. Nous le devons au peuple palestinien et c'est notre engagement, que jamais nous arrêterons de le défendre. Nous n'oublierons jamais, ici au Canada, ses souffrances et nous continuerons de dire haut et fort : Honte à toi, Trudeau ! Comme l'a dit le grand Nelson Mandela : 'Nous ne savons que trop bien que notre liberté ne peut être complète sans la liberté des Palestiniens.' »

La deuxième oratrice était un professeur et une pionnière de la défense des droits humains palestiniens, qui a lu un poème.

Ensuite, le vice-président de la section locale 6004 d'Unifor a parlé. Il a dit, entre autres :

« Aujourd'hui nous exprimons notre solidarité avec les alliés du mouvement syndical, avec les centaines de milliers de gens qui descendent dans la rue pour exiger un cessez-le-feu immédiat à Gaza.

« En tant qu'organisation de justice sociale qui promeut la paix, Unifor dénonce la guerre, l'agression et les conflits, qui mettent en péril les travailleurs et leurs familles. En tant que syndicat des travailleurs, nous savons que ce sont les travailleurs qui souffrent le plus des guerres. Les travailleurs de la santé et de l'éducation, les journalistes et les camionneurs continuent de travailler dans les conditions les plus dangereuses, aidant les gens à survivre, une journée à la fois.

« Les appels à un cessez-le-feu et à la justice se font plus nombreux au Canada et partout dans le monde. En tant qu'activistes des droits humains, nous ne pouvons rester silencieux devant une catastrophe humanitaire dont nous sommes témoins à Gaza. Nous ne pouvons rester silencieux alors que 11 000 civils palestiniens ont été tués, dont plus de 4 500 sont des enfants. Nous avons fait parvenir une lettre au premier ministre, lui demandant un cessez-le-feu immédiat. Nous appelons le Canada et la communauté internationale à poser des gestes significatifs dans la promotion d'une paix durable et juste dans la région et que cesse le blocus contre Gaza. Le Canada doit mettre fin à sa complicité face aux crimes contre les Palestiniens. Un cessez-le-feu immédiatement ! »

La quatrième oratrice, une amie de Voix juives indépendantes, a dit, entre autres :

« Je refuse de croire qu'un État comme Israël, qui impose l'apartheid, dépossède les gens de leur maison et largue des bombes sur des quartiers entiers, est aussi une patrie juive. Je refuse de croire que la survie et la sécurité des Juifs ne peuvent exister qu'aux dépens de la survie et de la sécurité des Palestiniens.

« J'ai vécu personnellement comment le sionisme a brisé l'esprit juif, ce même esprit qui a survécu bien avant que l'État d'Israël soit créé. L'année dernière, de mes propres yeux, j'ai vu la destruction que les politiques sionistes et les colonies de peuplement ont infligée. J'ai vu la destruction que les colons ont semée dans les villages palestiniens, comment leur présence violente sur le territoire palestinien sert à élargir l'occupation israélienne. J'ai vu l'État israélien répondre par la violence à des manifestations pacifiques de Palestiniens, alors que les Forces de défense israélienne ont attaqué des Palestiniens parce qu'ils ne faisaient que brandir leur drapeau.

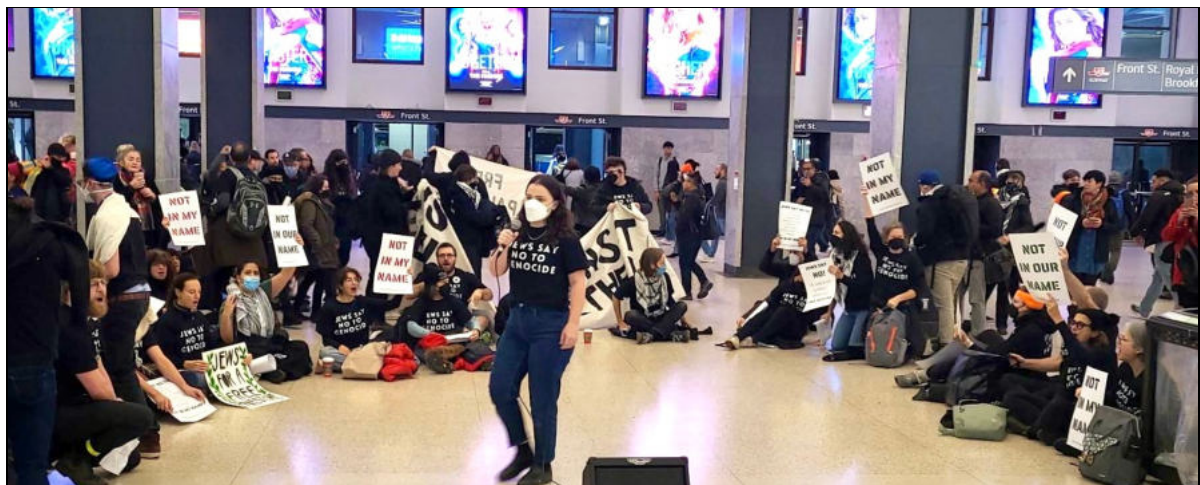
« J'exhorte les membres de ma communauté juive à remettre en cause l'idéologie sioniste qu'on nous enseigne dès notre enfance, de ne pas s'entredéchirer parce que certains critiquent le sionisme et l'occupation militaire illégale par Israël et les crimes de guerre commis contre Gaza, et à voir Israël pour ce qu'il est, un régime ethno-nationaliste avec des politiques de nettoyage ethnique et d'occupation militaire au nom de la religion. 'On ne lèvera plus l'épée contre une autre nation, et on apprendra plus à faire la guerre'. Pas en notre nom ! »





12 novembre 2023

Toronto





Sit-in à la gare Union à l'heure de pointe du matin, 9 novembre 2023





Un piquet bloque l'entrée du fabricant d'armes L3Harris, exigeant que le Canada cesse d'armer Israël, 10 novembre 2023

Plus de 20 000 personnes se sont rassemblées devant l'hôtel de ville de Toronto le 12 novembre dans le cadre des actions pancanadiennes et mondiales contre l'occupation israélienne soutenue par les États-Unis et le génocide du peuple palestinien. Les organisateurs ont souligné dans leur introduction qu'il s'agit d'une action du peuple canadien qui rejette toutes les formes de racisme, y compris l'antisémitisme, l'islamophobie et le parti pris anti-palestinien des médias et des cercles officiels. L'action s'oppose précisément à l'assaut génocidaire de l'État sioniste israélien à Gaza et en Cisjordanie et proclame : « *Par millions, par milliards, nous sommes tous des Palestiniens !* » Les uns après les autres, les orateurs ont exprimé le sentiment que nous ne sommes pas divisés par la religion ou l'origine nationale, mais que nous sommes unis en tant qu'humanité pour une cause juste. Ils ont énuméré quelques-unes des villes du pays où des actions simultanées ont été organisées.

Plusieurs orateurs se sont adressés aux milliers de personnes qui ont rempli la rue devant l'hôtel de ville avant le début de la marche, notamment des représentants du Syndicat canadien de la fonction publique, d'Unifor, de Voix juives indépendantes, du Conseil national des musulmans canadiens et de Toronto4Palestine. De nombreux syndicats canadiens se sont joints à l'appel au cessez-le-feu.

Le premier ministre Trudeau, le premier ministre de l'Ontario Doug Ford et d'autres ministres des gouvernements fédéral et provinciaux ont été condamnés pour leur hypocrisie. La veille, ils ont participé aux cérémonies du jour du Souvenir, se présentant comme les champions de la paix. Pendant ce temps, ils soutiennent sans réserve les crimes de guerre commis quotidiennement par les forces armées israéliennes à Gaza.

Les intervenants ont déclaré qu'il est clair que le gouvernement canadien, qui s'est opposé à la

résolution des Nations unies appelant à un cessez-le-feu, ne parle pas au nom des Canadiens qui sont descendus dans la rue dans plus de 40 villes du pays pour dire au monde que les Canadiens appellent à un cessez-le-feu, à la fin du financement du génocide israélien à Gaza et à la fin de l'occupation de la Palestine.

La représentante de Voix juives indépendantes a déclaré que la conclusion du peuple juif et des autres victimes de l'Holocauste hitlérien est l'appel « *Plus jamais !* » Elle a ajouté que cela signifiait « *plus jamais pour l'ensemble de l'humanité !* »

Les orateurs ont condamné l'arrestation à Calgary d'un militant palestinien au motif frauduleux que le slogan « *Du Jourdain à la mer, la Palestine sera libre* » est antisémite. Le représentant de Toronto4Palestine a dénoncé cette caractérisation et a rappelé à tous que ce slogan est celui des Palestiniens dépossédés depuis plus de 70 ans, depuis que leur terre a été volée par les puissances coloniales et que leur droit au retour a été refusé. Il a ajouté que les attaques de l'État sioniste israélien contre les Palestiniens reflètent l'Holocauste, le génocide des peuples autochtones par l'État canadien, l'internement des Japonais au Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale et d'autres encore. C'est ce qui nous unit dans notre opposition aux crimes des sionistes israéliens et dans notre soutien à la Palestine.

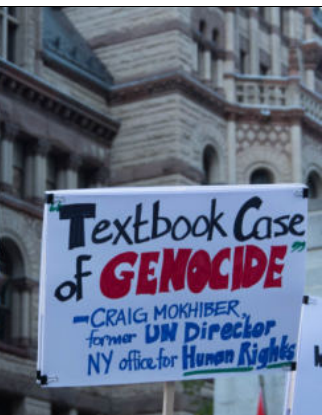
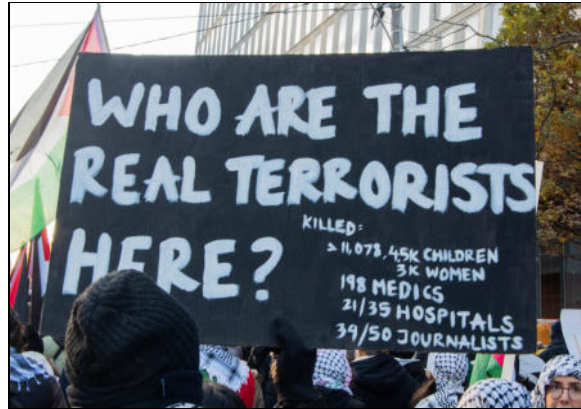
Les orateurs ont appelé les autorités municipales de tout le pays à suivre l'exemple du conseil municipal de Burnaby, en Colombie-Britannique, qui a adopté à l'unanimité, le 6 novembre, une résolution demandant au gouvernement fédéral de soutenir un cessez-le-feu et de se joindre aux peuples et aux nations du monde pour qu'il se concrétise.

Outre les travailleurs d'Unifor, il y avait des drapeaux et des pancartes d'autres syndicats, dont le Syndicat canadien de la fonction publique – Ontario, l'Union internationale des employés et employées de service, les Métallos et le Syndicat national des employés généraux et du secteur public. La communauté juive, un important contingent de défenseurs des terres autochtones, des Philippins, des latino-américains et des personnes originaires de plusieurs pays du Moyen-Orient portaient des drapeaux et des pancartes de leur pays pour exprimer leur solidarité. La marche dans le centre-ville s'est terminée devant le consulat des États-Unis par des discours et des chants de soutien au peuple palestinien, exigeant que le gouvernement canadien cesse de financer et de soutenir les crimes de guerre israéliens et se range aux côtés de l'humanité tout entière pour mettre fin au génocide, à l'occupation, à la défense des droits des Palestiniens et à la création de conditions propices à la paix au Proche-Orient.









Hamilton



Un piquet ferme tous les accès à l'usine de L3 Harris à Waterdown, à l'extérieur de Hamilton, le 10 novembre 2023.

London





Windsor

Le 9 novembre, une manifestation silencieuse s'est tenue sur le trottoir à l'angle des avenues Ouellette et University, au centre-ville de Windsor. Organisé par Windsor4Palestine, l'objectif était de dénoncer l'extrême partialité pro-Israélienne du *Windsor Star*, propriété de Postmedia, et de lui demander des comptes pour la désinformation qu'il diffuse au sein de la communauté. Dans le cadre de cette action, les participants ont dessiné et écrit des messages à la craie sur le trottoir.



Une manifestation en appui à la Palestine pour dénoncer la partialité des médias, 9 novembre 2023

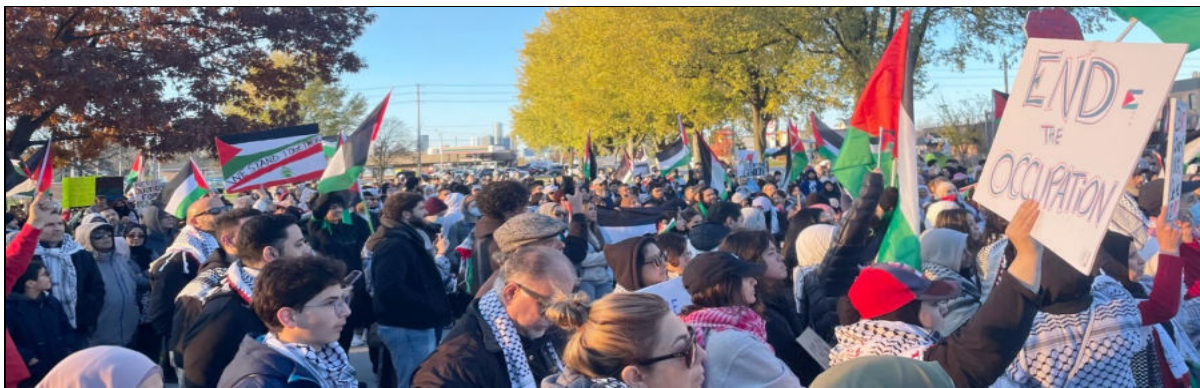
Le 12 novembre, des centaines de personnes se sont rassemblées pour écouter des orateurs et assister à un sketch avant de défilier le long des principales artères de Windsor, juste au sud du

centre-ville. Au plus fort de la marche, le nombre de manifestants a atteint au moins 1 000 personnes. Il s'agissait de la cinquième plus grande action de ce type en un mois, la principale revendication étant l'arrêt du génocide perpétré par Israël contre le peuple palestinien. Les orateurs ont demandé au Canada de cesser de permettre les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les violations du droit international commis par Israël et de se joindre à la majorité des pays du monde pour demander un cessez-le-feu immédiat, mais aussi la fin du siège de Gaza, du régime d'apartheid et de l'occupation.

Certains orateurs se sont attardés à dénoncer les tentatives des gouvernements et des responsables politiques à différents niveaux de faire taire l'opposition à l'action d'Israël en qualifiant de partisans du terrorisme ceux qui parlent ou écrivent en faveur de la Palestine, brandissent son drapeau ou répètent un chant populaire de longue date appelant à une Palestine libre « du fleuve à la mer ». Un intervenant a rappelé les propos de Doug Ford, premier ministre de l'Ontario, dans un récent discours, l'accusant d'inciter à la haine et à la violence non seulement contre les Palestiniens, mais aussi contre leurs partisans au Canada qui participent à des manifestations pacifiques, en les qualifiant de « terroristes » et en qualifiant le drapeau palestinien de drapeau du « Hamas ». Il a également dénoncé la tentative du premier ministre d'associer le peuple juif au sang palestinien versé en son nom par l'État sioniste, en déclarant : « Nous sommes unis ici et dans le monde entier avec nos frères et sœurs juifs contre l'holocauste, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité » de ceux qu'il appelle les « frères sionistes » de Doug Ford.

« Vous avez prouvé que vous n'étiez pas apte à diriger le peuple, a-t-il ajouté. Inapte parce que vous n'avez aucune connaissance de l'histoire, de la géographie et de la politique du monde. Ou si vous n'êtes pas inculte, alors vous êtes inapte parce que vous essayez de répandre des mensonges et des informations erronées aux personnes que vous avez promis de servir. »

Un autre militant qui a évoqué les menaces de criminalisation du drapeau palestinien et de l'utilisation du slogan « Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre » a souligné que c'est précisément le drapeau palestinien qui flotte haut dans tous les pays du monde aujourd'hui. Il a demandé à tous ceux qui portaient un drapeau à ce moment-là de le hisser encore plus haut et de continuer à le porter haut. À la fin du rassemblement et tout au long du parcours de la marche, le slogan « Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre ! » a été crié souvent et vigoureusement.





Israel has broken 62 United Nations Resolutions with absolutely no consequences. To put this into perspective, Iraq broke two and got invaded and DESTROYED by the United States for 8 years.
SAVE PALESTINE

PALESTINIAN CHILDREN'S BLOOD IS ON YOUR HANDS CANADA

12 novembre 2023

North Bay





Winnipeg



Un piquet bloque l'entrée de l'usine Boeing, 9 novembre 2023



novembre 2023

Calgary

Des milliers de résidents de Calgary épris de justice se sont rassemblés et ont défilé le 12 novembre lors de la Journée nationale d'action aux côtés de la Palestine.

Remplissant totalement la place de l'hôtel de ville et les trottoirs en contrebas, les résidents de Calgary ont exigé la fin du génocide à Gaza et ont appelé à un cessez-le-feu immédiat. Selon les estimations, près de 5 000 personnes ont participé à la manifestation. Les uns après les autres, les orateurs ont exigé la fin du génocide perpétré par le sionisme israélien et ont appelé à un cessez-le-feu immédiat. Ils ont été massivement approuvés par les participants à la manifestation. Les organisateurs de la manifestation et de nombreux autres intervenants ont dénoncé l'arrestation, après la manifestation de la semaine dernière, du principal organisateur de Justice for Palestinians, Wasam Khaled. Il a été accusé de « troubler l'ordre public », ce qui est une accusation criminelle. La mère de Wasam, Mona Kadri, qui a lutté toute sa vie pour la paix, la justice et les droits des travailleurs, a été la première à prendre la parole pour défendre le droit de Wasam et de tous à se tenir aux côtés de la Palestine et pour défendre le droit humain à la conscience.

L'énorme participation au rassemblement du 12 novembre a montré que personne n'est intimidé par les tentatives de réduire au silence l'opposition des Calgariens aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre, et que personne n'est dupe de l'absurdité selon laquelle crier un slogan appelant à la justice pour la Palestine équivaut en quelque sorte à « causer du trouble ».

À la fin du rassemblement et avant que la marche énergique et puissante ne se mette en marche vers l'édifice fédéral Harry Hays, les participants ont brandi plus de 1 200 papiers écrits à la main avec les noms et les âges des enfants tués par les bombes des sionistes israéliens. Une minute de silence a ensuite été observée pour les enfants et leurs familles à Gaza.





12 novembre 2023

Edmonton

Plus de 10 000 personnes de tous horizons ont participé à un rassemblement militant et à une marche dans le centre-ville d'Edmonton le 12 novembre pour soutenir la Palestine et exiger un cessez-le-feu immédiat. Cette action était la plus importante jusqu'à présent dans la ville, qui a vu un nombre croissant de personnes participer aux manifestations hebdomadaires et à d'autres événements, y compris un marché de collecte de fonds qui a permis de récolter plus de 46 000 dollars pour l'aide à la Palestine au cours de la fin de semaine.





12 novembre 2013

Prince George

Les résidents de Prince George de tous horizons et de tous âges se sont rassemblés le 12 novembre pour joindre leur voix à celles de millions de personnes à travers le monde qui demandent un cessez-le-feu et la fin du siège de Gaza et du génocide contre le peuple palestinien.

Le piquetage sur une artère principale, les klaxons des voitures qui passaient et les discussions animées entre les participants ont illustré le sentiment dominant de toutes les personnes présentes, à savoir que nous ne faisons qu'un avec la Palestine.



Vancouver



Manifestation devant une collecte de fonds libérale organisée par la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly,

Victoria



ÉTATS-UNIS New York, New York



7 novembre 2023





Débrayage étudiant pour la Palestine, le 9 novembre 2023



Manifestation à l'intérieur de l'édifice du *New York Times* contre une couverture médiatique biaisée sur la Palestine, 9 novembre 2023



9 novembre 2023

Saratoga, New York



Washington, DC



Débrayage et manifestation du personnel du Congrès, 8 novembre 2023



11 novembre 2023

Austin, Texas



12 novembre 2023

West Hartford, Connecticut



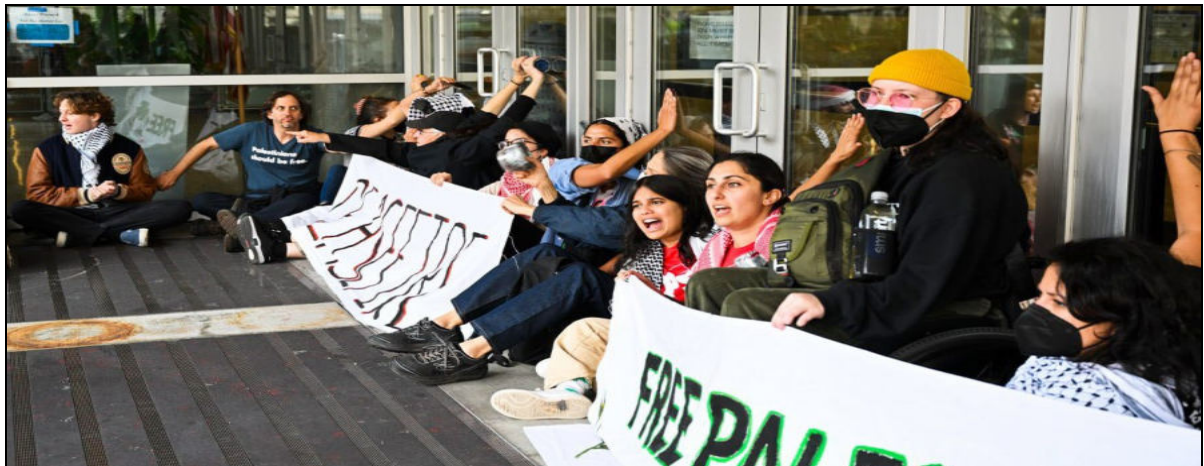


9 novembre 2023

Colombus, Ohio



San Francisco, Californie





Sit-in à l'extérieur d'un bâtiment fédéral, le 9 novembre 2023

Portland, Oregon



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES Santa Clara, Cuba



San Juan, Portorico



Guadalajara, Mexico



Sao Paulo, Brésil



Quito, Équateur



Cusco, Pérou



Santiago, Chili



12 novembre 2023

ASIE
Hébron, Palestine



Amman, Jordanie



10 novembre 2023

Sanaa, Yémen





10 novembre 2023

Batman, Turquie



12 novembre 2023

Djakarta, Indonésie





12 novembre 2023

Tokyo, Japon



10 novembre 2023

AFRIQUE
Le Cap, Afrique du Sud



11 novembre 2023

Océanie
Australie

Plus de 700 personnes, de tous âges et de tous horizons, se sont rassemblées dans la rue principale de centre-ville de Hobart en soutien à la Palestine et pour exiger un cessez-le-feu immédiat !





Hobart, 11 novembre 2023



11 novembre 2023

EUROPE

Parlement européen

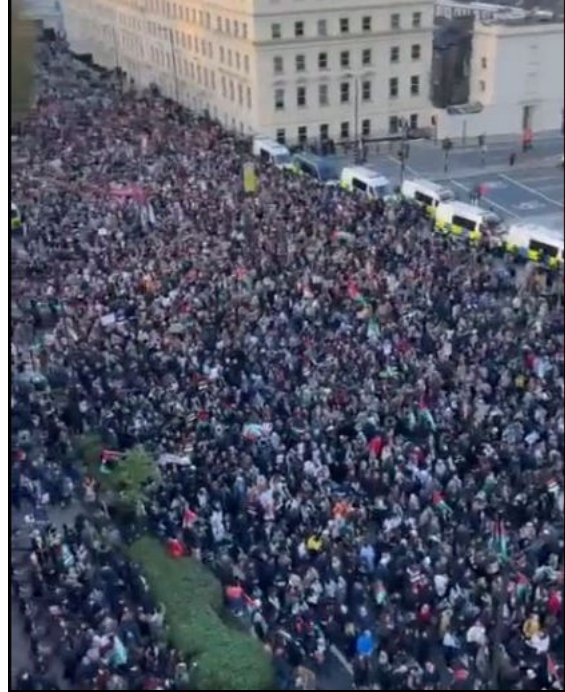


Un certain nombre de membres du Parlement européen demandent au cessez-le-feu, 9 novembre 2023.

Angleterre



Ligne de piquetage devant l'usine d'armement BAE à Kent, le 10 novembre 2023



Londres, 11 novembre 2023

Glasgow, Écosse



Belfast, Irlande



11 novembre 2023

Allemagne



Berlin, 11 novembre 2023



Munich, 11 novembre 2023

Paris, France



11 novembre 2023

Gênes, Italie



Le 10 novembre 2023, plus de 500 personnes, travailleurs portuaires, activistes et autres défenseurs des droits des Palestiniens ont bloqué l'accès au port de Gênes pour s'opposer au passage d'armes destinées à Israël.

Athènes, Grèce



Manifestation de solidarité avec la Palestine au marathon d'Athènes, le 12 novembre 2023

Navarre, Espagne



Les pompiers réclament la fin au génocide à Gaza, le 7 novembre 2023

(Photos LML, jvp live, H. Tatrie, Y. Engler, WBW, R. Bruemmer, alcontent416, N. Fadil, parismarx, Labour4Palestine, A. Gayle, notalady, Khaldah, occupywsib, Queers for Palestine, OK4DMC, HiwattPete, C. Roots, N. Jiminez, @rulebreakersbc, press.ir, DesisRising, The Peoples Forum, S. Waddington, M. Calculli, Shehab, Wafa, Peoples Dispatch, Answer, Campus Palestinian Rights, DSA, Empire Files, SkaPConcert, Frente Palestina Sao Paulo, blackbird11, Left EU, M. Collins, palestinaspricht_muccr, PAME, El Necio, Colectivo Feminino Construcción, La Jornada, Y. Ortiz, Abya Yala Soberana)



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca